

Etats/Organisations	Date Authentification	Entrée en Vigueur
ITALIE	12/02/2004	01/01/2022
NORVEGE	12/02/2004	01/01/2022
PAYS-BAS	12/02/2004	01/01/2022
PORTUGAL	12/02/2004	01/01/2022
ROYAUME-UNI	12/02/2004	01/01/2022
SLOVENIE	12/02/2004	01/01/2022
SUEDE	12/02/2004	01/01/2022
SUISSE	12/02/2004	01/01/2022
TURQUIE	12/02/2004	01/01/2022

Protocole portant modification de la Convention du 31 janvier 1963 complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'Energie nucléaire, amendée par le Protocole Additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982, fait à Paris le 12 février 2004

Etats/Organisations	Date Authentification	Entrée en Vigueur
ALLEMAGNE	12/02/2004	01/01/2022
BELGIQUE	12/02/2004	01/01/2022
DANEMARK	12/02/2004	01/01/2022
ESPAGNE	12/02/2004	01/01/2022
FINLANDE	12/02/2004	01/01/2022
FRANCE	12/02/2004	01/01/2022
ITALIE	12/02/2004	01/01/2022
NORVEGE	12/02/2004	01/01/2022
PAYS-BAS	12/02/2004	01/01/2022
ROYAUME-UNI	12/02/2004	01/01/2022
SLOVENIE	12/02/2004	01/01/2022
SUEDE	12/02/2004	01/01/2022
SUISSE	12/02/2004	01/01/2022

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/34485]

20 DECEMBRE 2021. — Loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les exemptions de la taxe en vue de la mise en oeuvre d'activités dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune dans le cadre de l'Union et en ce qui concerne les exemptions temporaires relatives aux importations et à certaines livraisons de biens et prestations de services, en réaction à la pandémie de COVID-19 (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1ER. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose partiellement la directive (UE) 2019/2235 du Conseil du 16 décembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée et la directive 2008/118/CE relative au régime général d'accise en ce qui concerne l'effort de défense dans le cadre de l'Union et transpose la directive (UE) 2021/1159 du Conseil du 13 juillet 2021 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les exonérations temporaires relatives aux importations et à certaines livraisons ou prestations, en réaction à la pandémie de COVID-19.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2021/34485]

20 DECEMBER 2021. — Wet tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde betreffende de vrijstellingen van de belasting ter uitvoering van activiteiten in het kader van het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid binnen het Uniekader en betreffende tijdelijke vrijstellingen bij invoer en bepaalde leveringen van goederen en diensten in reactie op de COVID-19-pandemie (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2019/2235 van de Raad van 16 december 2019 tot wijziging van Richtlijn 2006/112/EG betreffende het gemeenschappelijke stelsel van belasting over de toegevoegde waarde en Richtlijn 2008/118/EG houdende een algemene regeling inzake accijns wat betreft defensie-inspanningen binnen het Uniekader en in de omzetting van Richtlijn (EU) 2021/1159 van de Raad van 13 juli 2021 tot wijziging van Richtlijn 2006/112/EG betreffende tijdelijke vrijstellingen bij invoer en bepaalde leveringen van goederen en diensten in reactie op de COVID-19-pandemie.

CHAPITRE 2. — *Exemptions en faveur des livraisons de biens et prestations de services ainsi que des importations en exécution des activités dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune dans le cadre de l'Union*

Art. 3. Dans l'article 25^{quater} du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, inséré par la loi du 28 décembre 1992 et modifié en dernier lieu par la loi du 3 novembre 2019, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

"§ 2. Est assimilée à une acquisition intracommunautaire de biens effectuée à titre onéreux l'affectation par les forces armées d'un État membre qui sont affectées à un effort de défense mené en vue de la mise en œuvre d'une activité de l'Union dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune, à leur usage ou à l'usage de l'élément civil qui les accompagne, de biens qu'elles n'ont pas achetés aux conditions générales d'imposition du marché intérieur d'un État membre, lorsque l'importation de ces biens ne pourrait pas bénéficier de l'exemption prévue à l'article 42, § 3, alinéa 1^{er}, 4^obis.

Est assimilée à une acquisition intracommunautaire de biens à titre onéreux, l'affectation par les forces armées d'un État partie au traité de l'Atlantique Nord, à leur usage ou à l'usage de l'élément civil qui les accompagne, de biens qu'elles n'ont pas achetés aux conditions générales d'imposition du marché intérieur d'un État membre, lorsque l'importation de ces biens ne pourrait pas bénéficier de l'exemption prévue à l'article 42, § 3, alinéa 1^{er}, 5^o."

Art. 4. Dans l'article 42, § 3, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 29 décembre 2010 et modifié en dernier lieu par la loi du 21 décembre 2013, sont insérés les 4^{bis} et 4^{ter} rédigés comme suit :

"4^{bis} les livraisons, les importations de biens et les prestations de services, destinées aux forces armées des autres États membres pour l'usage de ces forces ou de l'élément civil qui les accompagne ou pour l'approvisionnement de leurs messes ou cantines lorsque ces forces sont affectées à un effort de défense mené en vue de la mise en œuvre d'une activité de l'Union dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune ;

4^{ter} les livraisons de biens et les prestations de services effectuées à destination d'un autre État membre destinées aux forces armées de tout État membre autre que l'État membre de destination lui-même, pour l'usage de ces forces ou de l'élément civil qui les accompagne, ou pour l'approvisionnement de leurs messes ou cantines lorsque ces forces sont affectées à un effort de défense mené en vue de la mise en œuvre d'une activité de l'Union dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune."

Art. 5. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} juillet 2022.

CHAPITRE 3 — *Exemptions temporaires relatives aux importations et à certaines livraisons de biens ou prestations de services, en réaction à la pandémie de COVID-19*

Art. 6. Dans l'article 42, § 3, du même Code, remplacé par la loi du 28 décembre 1992 et modifié en dernier lieu par la loi du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, est inséré le 3^{bis} rédigé comme suit :

"3^{bis} les livraisons de biens à, les importations de biens par, ou les prestations de services pour la Commission européenne ou une agence ou un organisme créé en vertu du droit de l'Union lorsque la Commission européenne ou une telle agence ou un tel organisme achète ces biens ou services ou importe ces biens dans le cadre de l'exécution des tâches qui lui sont confiées par le droit de l'Union afin de réagir à la pandémie de COVID-19, sauf lorsque les biens et services achetés ou les biens importés sont utilisés, immédiatement ou ultérieurement, aux fins de livraisons de biens subséquentes effectuées à titre onéreux par la Commission européenne ou une telle agence ou un tel organisme ;"

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

"Lorsque les conditions de l'exemption visée à l'alinéa 1^{er}, 3^{bis}, cessent de s'appliquer, la Commission européenne ou l'agence ou l'organisme concerné dans le chef de qui l'exemption à l'importation a été appliquée ou qui a reçu les livraisons de biens ou les prestations de services exemptées en informe l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée et l'importation de ces biens, la livraison de ces biens ou la prestation de ces services est soumise à la taxe dans les conditions applicables à ce moment. Le Roi détermine les modalités de cette

HOOFDSTUK 2. — *Vrijstellingen voor leveringen van goederen en diensten alsook voor de invoer van goederen ter uitvoering van activiteiten in het kader van het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid binnen het Uniekader*

Art. 3. In artikel 25^{quater} van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 3 november 2019, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt:

"§ 2. Met een intracommunautaire verwerving van goederen onder bezwarende titel wordt gelijkgesteld de toewijzing door de strijdkrachten van een lidstaat die deelneemt aan een defensie-inspanning ter uitvoering van een Unieoptreden in het kader van het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid, ten behoeve van die strijdkrachten of het hen begeleidende burgerpersoneel, van goederen die zij niet tegen de algemene belastingvoorwaarden van de interne markt van een lidstaat hebben verworven, wanneer de invoer van deze goederen niet in aanmerking zou kunnen komen voor de in artikel 42, § 3, eerste lid, 4^obis, bedoelde vrijstelling.

Met een intracommunautaire verwerving van goederen onder bezwarende titel wordt gelijkgesteld de toewijzing door de strijdkrachten van een staat die partij is bij het Noord-Atlantisch Verdrag, ten behoeve van deze strijdkrachten of het hen begeleidende burgerpersoneel, van goederen die zij niet tegen de algemene belastingvoorwaarden van de interne markt van een lidstaat hebben verworven, wanneer de invoer van deze goederen niet in aanmerking zou kunnen komen voor de in artikel 42, § 3, eerste lid, 5^o, bedoelde vrijstelling."

Art. 4. In artikel 42, § 3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 december 2010 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 december 2013, worden de bepalingen onder 4^{bis} en 4^{ter} ingevoegd, luidende:

"4^{bis} de leveringen, de invoeren van goederen en de diensten, bestemd voor de strijdkrachten van andere lidstaten, ten behoeve van die strijdkrachten of het hen begeleidende burgerpersoneel of voor de bevoorrading van hun messes of kantines, wanneer die strijdkrachten deelnemen aan een defensie-inspanning ter uitvoering van een Unieoptreden in het kader van het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid;

4^{ter} de leveringen van goederen en de diensten die naar een andere lidstaat werden verricht en bestemd zijn voor de strijdkrachten van een andere lidstaat dan de lidstaat van bestemming zelf, ten behoeve van deze strijdkrachten of het hen begeleidende burgerpersoneel of voor de bevoorrading van hun messes of kantines, wanneer die strijdkrachten deelnemen aan een defensie-inspanning ter uitvoering van een Unieoptreden in het kader van het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid;"

Art. 5. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 juli 2022.

HOOFDSTUK 3. — *Tijdelijke vrijstellingen bij invoer en bepaalde leveringen van goederen en diensten in reactie op de COVID-19-pandemie*

Art. 6. In artikel 42, § 3, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 28 december 1992 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid wordt de bepaling onder 3^{bis} ingevoegd, luidende:

"3^{bis} de leveringen van goederen aan, de invoeren van goederen door of het verrichten van diensten voor de Europese Commissie of een krachtens het Unierecht opgericht agentschap of orgaan wanneer de Europese Commissie of een dergelijk agentschap of orgaan deze goederen of diensten aankoopt of deze goederen invoert in het kader van de uitvoering van de hen bij het Unierecht toevertrouwd taken ter bestrijding van de COVID-19-pandemie, tenzij de aangekochte goederen en diensten of de ingevoerde goederen onmiddellijk dan wel op een later tijdstip worden gebruikt voor latere leveringen onder bezwarende titel door de Europese Commissie of dergelijk agentschap of orgaan;"

b) tussen het tweede en het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

"Wanneer niet langer is voldaan aan de vrijstellingsvoorwaarden van het eerste lid, 3^{bis}, stelt de Europese Commissie of het betrokken agentschap of orgaan voor wie de vrijstelling bij invoer is toegepast, die de vrijgestelde levering van goederen heeft ontvangen of voor wie de vrijgestelde dienst is verricht, de administratie belast met de belasting over de toegevoegde waarde daarvan in kennis en is de invoer van die goederen, de levering van die goederen of die dienst aan de belasting onderworpen onder de voorwaarden die op dat ogenblik gelden.

information, concernant les mentions de celle-ci et les formalités à observer.” ;

c) le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Lorsque la Belgique est l’État membre d’accueil et jusqu’à l’établissement d’une réglementation fiscale uniforme au niveau européen, sont soumises aux conditions fixées par l’alinéa 4 :

1° les exemptions visées à l’alinéa 1^{er}, à l’exception de l’exemption visée au 3°bis ;

2° les exonérations visées à l’article 151, paragraphe 1, de la directive 2006/112/CE, à l’exception des exonérations visées au point a ter).”.

Art. 7. L’article 6 produit ses effets au 1^{er} janvier 2021.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu’elle soit revêtue du sceau de l’État et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM
Scellé du sceau de l’État :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

—————
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)
Documents : K55-2343
Compte rendu intégral : 16 décembre 2021

De Koning legt de nadere regels voor die kennisgeving vast, wat betreft de vermeldingen ervan en de vormvereisten die moeten worden nageleefd.”;

c) paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Wanneer België de lidstaat van ontvangst is en tot op Europees niveau een uniforme belastingregeling is vastgesteld, worden onderworpen aan de door het vierde lid bepaalde voorwaarden:

1° de in het eerste lid bedoelde vrijstellingen met uitzondering van de in 3°bis bedoelde vrijstelling;

2° de in artikel 151, lid 1, van de Richtlijn 2006/112/EG bedoelde vrijstellingen, met uitzondering van de in punt a ter) bedoelde vrijstelling.”.

Art. 7. Artikel 6 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met ‘s Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 december 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM
Met ‘s Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)
Stukken : K55-2343
Integraal verslag: 16 december 2021

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/34484]

20 DECEMBRE 2021. — Loi portant introduction de dispositions diverses en matière de recouvrement et ajustement de dispositions suite à l’introduction du code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — DISPOSITION GÉNÉRALE

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l’article 74 de la Constitution.

TITRE 2. — MODIFICATION DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS

Art. 2. Dans l’article 2:57, § 3, 3°, du Code des sociétés et des associations, les mots “et aux articles 73sexies et 93undeciesC du Code de la taxe sur la valeur ajoutée” sont remplacés par les mots “, aux articles 73sexies et 93undeciesC du Code de la taxe sur la valeur ajoutée et aux articles 51 et 93 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales”.

TITRE 3. — MODIFICATIONS DU CODE DU RECOUVREMENT AMIABLE ET FORCÉ DES CRÉANCES FISCALES ET NON FISCALES

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions particulières aux impôts sur les revenus et précomptes

Art. 3. Dans le titre 1^{er}, chapitre 4, section 2, du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, il est inséré un article 12/1 rédigé comme suit :

“Art. 12/1. Le recouvrement des impôts sur les revenus dus par une société ayant fait l’objet d’une fusion, d’une scission, d’une opération assimilée à la fusion ou d’une autre dissolution sans qu’il y ait partage total de l’avoir social et établis, selon le cas, dans le chef de la société qui a fait l’objet de l’opération, de la société absorbante ou bénéficiaire, ou

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2021/34484]

20 DECEMBER 2021. — Wet tot invoering van diverse bepalingen inzake de invordering en tot aanpassing van bepalingen ten gevolge van de invoering van het wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL 1. — ALGEMENE BEPALING

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL 2. — WIJZIGING VAN HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN

Art. 2. In artikel 2:57, § 3, 3°, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen worden de woorden “en de artikelen 73sexies en 93undeciesC van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde” vervangen door de woorden “, de artikelen 73sexies en 93undeciesC van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde en de artikelen 51 en 93 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen”.

TITEL 3. — WIJZIGINGEN VAN HET WETBOEK VAN DE MINNELIJKE EN GEDWONGEN INVORDERING VAN FISCALE EN NIET-FISCALE SCHULDVORDERINGEN

HOOFDSTUK 1. — Bijzondere bepalingen inzake inkomstenbelastingen en voorheffingen

Art. 3. In titel 1, hoofdstuk 4, afdeling 2, van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, wordt een artikel 12/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 12/1. De invordering van de inkomstenbelastingen verschuldigd door een vennootschap die het voorwerp heeft uitgemaakt van een fusie, splitsing, verrichting gelijkgesteld met een fusie of andere ontbinding zonder verdeling van het gehele maatschappelijk vermogen, en die is gevestigd ten name van, naargelang het geval, de